

Réarmement de l'Europe : et à la fin, ce sont l'environnement et le climat qui perdent ?



Analyse - Chef adjoint du pôle Planète

Par [Michel De Muelenaere](#)

Publié le 7/03/2025

Face au « réarmement » et à une politique industrielle faite d'aides publiques et de dérégulations, les politiques climatiques et environnementales risquent d'être sacrifiées. On a déjà sabré dans l'aide au développement. Un pari risqué.

Des centaines de milliards comme s'il en pleuvait... Nécessité faisant loi, selon eux, les Européens ont décrété la mobilisation générale : politique, industrielle, financière, voire culturelle... Les tabous du passé tombent : l'économie de guerre permet de creuser les déficits budgétaires. Les angles morts de jadis doivent être corrigés en urgence : les dépenses militaires doivent se fortifier. Et pas que dans les pays européens. Partout, les budgets militaires sont à la hausse. Dans le même temps, l'heure est à la réindustrialisation ; qu'il soit direct ou indirect, le soutien public aux entreprises coûtera cher.

Restent deux questions intimement liées : où trouver l'argent ? Et (probablement) au détriment de quoi ? Pour beaucoup, une partie de la réponse est claire : « Il est incroyable qu'on ait pu dégager 800 milliards pour le réarmement au niveau européen alors que les 100 milliards par an promis en 2009 par tous les pays riches pour soutenir les politiques climatiques des pays en voie de développement ont mis des années à se concrétiser », grince un climatologue. Qui ironise (à peine) : « Pour des urgences à échéance de quelques années on trouve de l'argent. Pour des urgences tout aussi cruciales, voire plus, on n'en trouve pas. Bientôt, pour trouver des moyens pour la recherche climatique, il faudra lui trouver un prétexte militaire. »

Le vert à la trappe ?

Dit autrement : avec les mesures sociales, ce sont les politiques de transition et les dépenses environnementales qui pourraient être les premières victimes du réarmement. Sur le plan financier, les perspectives ne sont pas roses. Lors du dernier sommet mondial sur le climat – la COP29 – à Bakou, la communauté internationale a décidé que, d'ici 2035, au moins 300 milliards de dollars par an seront mobilisés pour aider les pays vulnérables à mener leurs politiques climatiques – diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux impacts du changement climatique. Fin février, au sommet de la convention sur la biodiversité (dont les Etats-Unis ne sont pas membres), 200 milliards par an ont été promis d'ici 2030. Un argent qui proviendra de sources publiques et privées.

Ces promesses tiendront-elles la route compte tenu de la nouvelle donne politico-militaire, alors que l'Union européenne se promet de mobiliser au moins 800 milliards pour son réarmement, sans compter les budgets nationaux ? A l'instar de l'Allemagne, les Etats ne cachent pas qu'il faudra faire des choix pour tenir ce *whatever it takes* (quoi qu'il en coûte). On a déjà une première réponse. Partout, les budgets de l'aide au développement ont été laminés. Le plus spectaculaire vient des Etats-Unis qui ont gelé 92 % des dépenses de l'Usaid à l'étranger (58,4 milliards), même si la décision est contestée par la Cour suprême. Mais la même petite musique trotte au Royaume Uni qui ramène son aide au développement à 0,3 % du PIB, bien loin des 0,7 % promis pour 2030 dans les objectifs de développement durable des Nations unies (que Washington a dénoncé). La Suisse a diminué son budget de 282 millions, l'Allemagne, économise plus d'1 milliard, les Pays-Bas coupent 2,4 milliards, la Finlande 1,2 milliard, la Suède 300 millions... La France envisage une réduction de 40 %, la Belgique réduit son aide au développement de 25 % (jusqu'à 318 millions par an) et fait de même avec les crédits de la politique scientifique.

Tous ces pays comptent l'aide au développement dans le financement climatique qu'ils promettent de maintenir. On estime ainsi qu'un quart de l'aide publique au développement fournie par la Belgique (fédéral et Régions) est de près ou de loin lié au climat (atténuation ou adaptation), alors que le financement public international belge s'élevait à 138 millions d'euros en 2024, dont 100 millions fournis par le fédéral. Quels seront donc les arbitrages ? Délicat : de nombreux engagements de réduction des émissions de CO₂ pris par les pays du Sud sont « conditionnés » à l'aide internationale qu'ils pourront obtenir en échange. Tiendront-ils leurs résolutions si le financement promis par les pays riches s'effondre ?

Les politiques détricotées

Et si le climat ne souffre pas, les autres politiques environnementales pourraient être dans le collimateur. Le sujet n'est pas que financier. Partout le sentiment est le même. Sur les questions environnementales et climatiques, il va falloir faire le gros dos pendant un moment. Ce ne sont pourtant pas les avertissements qui manquent. Dernier en date, celui

du Conseil consultatif scientifique des académies européennes (Easac), qui fournit des avis scientifiques indépendants aux décideurs politiques. [Ce dernier s'inquiète](#) « du décalage entre l'ampleur de la crise (environnementale et climatique, NDLR) et la volonté politique de mener un changement transformateur. Des obstacles juridiques, des agendas d'entreprises et des priorités politiques éphémères entravent les avancées. La désinformation et le greenwashing alimentent la résistance aux actions concrètes. Les subventions aux énergies fossiles persistent, tandis que les modèles axés sur le produit intérieur brut privilégient les gains rapides au détriment du développement durable. Et malgré les engagements mondiaux, les politiques essentielles restent insuffisantes ».

Cette opinion scientifiquement fondée sera-t-elle couverte par le cliquetis des armes ? Aux Etats-Unis, la nouvelle Administration a décidé de mettre à bas une bonne partie de l'héritage démocrate en matière de transition climatique. Mais ce n'est pas isolé. En France, l'Office pour la biodiversité, l'Agence de développement et l'Agence de la transition écologique font l'objet de violentes attaques de politiciens de droite. Ailleurs, comme en Belgique, on sabre dans les budgets des administrations. Au niveau européen, le vert du Green Deal a pâli. La déréglementation proposée dans la proposition « omnibus » de la Commission européenne affaiblit radicalement les obligations de transparence des entreprises (CSRD) et leur devoir de vigilance (CSDDD) en matière environnementale et de droits humains. Lorsqu'il y a concertation, la société civile et les ONG environnementales sont régulièrement ignorées.

On ne compte enfin pas les entreprises – les pétroliers comme BP et Shell en tête – qui font une croix sur d'anciens engagements « verts » pour privilégier la rentabilité. Dans le secteur bancaire, Morgan Stanley, Wells Fargo et HSBC Holdings ont annoncé qu'ils renonçaient à aligner leur politique d'investissement sur l'objectif de l'Accord mondial de Paris. Tandis que la [Net Zero Banking Alliance](#), un groupe d'institutions financières qui ont promis de rendre leurs activités de prêt, d'investissement et de marchés financiers compatibles avec l'objectif « zéro émission nette » d'ici 2050, est victime d'une véritable hémorragie de ses membres.

Dessiner des politiques climatiques et environnementales et parvenir à les financer n'a jamais été une tâche facile. Cela semble être devenu mission impossible. Vu l'urgence persistante, il est possible que le réveil s'imposera dans la douleur, à la faveur de crises d'un autre genre. Encore plus coûteuses.